

Rapport financier 2012 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sept-Îles

Code géographique : 97007

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Serge Gagné, CPA, CA, OMA, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Sept-Îles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.
(Nom de l'organisme)

Date

2013-05-27

Signature

Serge Gagné

Dernière modification : 2013-05-27 10:06:16

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	30

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'appliquent pas.

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Sept-Îles et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2012, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sept-Îles et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Sept-Îles inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.



(1)

(1) CPA Auditeur, CA permis de comptabilité publique no A105898

DATE 2013-05-27

Dernière modification : 2013-05-27 10:06:16

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		<u>Réalisations 2011</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Réalisations 2012</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	46 445 977	44 536 635	46 165 644			46 165 644
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 538 449	2 573 300	2 615 447			2 615 447
Quotes-parts	3						
Transferts	4	3 138 693	2 779 355	3 152 566		3 282 133	4 030 821
Services rendus	5	2 767 796	2 508 450	3 113 748		1 527 009	4 391 990
Imposition de droits	6	1 364 116	1 012 000	4 160 687			4 160 687
Amendes et pénalités	7	468 808	390 000	459 869			459 869
Intérêts	8	522 069	457 760	646 679		16 164	662 843
Autres revenus	9	2 349 976	1 478 500	3 397 860		48 154	3 446 014
	10	59 595 884	55 736 000	63 712 500		4 873 460	65 933 315
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	1 416 508	4 454 000	1 780 341			1 780 341
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14			46 104			46 104
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	1 416 508	4 454 000	1 826 445			1 826 445
	18	61 012 392	60 190 000	65 538 945		4 873 460	67 759 760
Charges							
Administration générale	19	7 073 559	6 809 350	6 475 034	269 685		6 744 719
Sécurité publique	20	6 396 945	6 571 940	6 541 445	299 819	403 159	6 983 118
Transport	21	7 622 295	8 002 070	7 681 222	3 638 658	982 610	12 053 622
Hygiène du milieu	22	10 105 878	10 488 250	11 206 182	2 973 216	514 022	14 332 359
Santé et bien-être	23	308 256	234 900	274 261			274 261
Aménagement, urbanisme et développement	24	2 755 034	2 773 795	12 970 233	87 218	1 414 309	13 092 357
Loisirs et culture	25	8 443 346	9 343 495	8 798 551	1 823 001	1 332 265	11 555 255
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	2 519 569	2 868 940	2 637 550		30 484	2 664 588
Amortissement des immobilisations	28	8 700 176	8 691 000	9 091 597	(9 091 597)		
	29	53 925 058	55 783 740	65 676 075		4 676 849	67 700 279
Excédent (déficit) de l'exercice	30	7 087 334	4 406 260	(137 130)		196 611	59 481

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 087 334		4 406 260	(137 130)	196 611	59 481
Moins: revenus d'investissement	2	(1 416 508 )	(	4 454 000)	(1 826 445 )	(	1 826 445)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	5 670 826		(47 740)	(1 963 575)	196 611	(1 766 964)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	8 700 176		8 691 000	9 091 597	78 882	9 170 479
Produit de cession	5	14 400				4 785	4 785
(Gain) perte sur cession	6	58 665			81 833	846	82 679
Réduction de valeur / Reclassement	7				345 598		345 598
	8	8 773 241		8 691 000	9 519 028	84 513	9 603 541
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9				481 282		481 282
Réduction de valeur / Reclassement	10				(345 598)		(345 598)
	11				135 684		135 684
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12	58 514			41 077		41 077
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	8 396					
	15	66 910			41 077		41 077
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	73 412			4 973 450		4 973 450
Remboursement de la dette à long terme	17	(4 523 116 )	(	4 620 860)	(4 606 917 )	(	4 606 917)
	18	(4 449 704)	(	4 620 860)	366 533		366 533
Affectations							
Activités d'investissement	19	(3 317 736 )	(	3 278 400)	(3 024 329)	(51 260)	(3 075 589)
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				2 233 000	2 029	2 235 029
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 123 739					
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 047 089)		(931 100)	(1 149 026)	(2 029)	(1 151 055)
Montant à pourvoir dans le futur	23	(149 424)		187 100	(90 000)		(90 000)
Financement des investissements en cours	24						
	25	(3 390 510)		(4 022 400)	(2 030 355)	(51 260)	(2 081 615)
	26	999 937		47 740	8 031 967	33 253	8 065 220
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	6 670 763			6 068 392	229 864	6 298 256

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 416 508	4 454 000	1 826 445		1 826 445	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(81 204)	(250 000)	(385 077)	()	(385 077)	
Sécurité publique	3	(59 282)	(1 266 000)	(368 480)	()	(368 480)	
Transport	4	(6 790 027)	(9 217 000)	(6 421 872)	()	(6 421 872)	
Hygiène du milieu	5	(3 677 720)	(22 683 000)	(4 721 517)	(2 944)	(4 724 461)	
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	
Aménagement, urbanisme et développement	7	(2 206 369)	(725 000)	(626 257)	(40 901)	(667 158)	
Loisirs et culture	8	(1 917 642)	(3 131 000)	(2 099 097)	(7 415)	(2 106 512)	
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	
	10	(14 732 244)	(37 272 000)	(14 622 300)	(51 260)	(14 673 560)	
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	()	()	(697 646)	()	(697 646)	
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	(239 282)	(119 600)	(119 641)	()	(119 641)	
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	10 157 420	27 847 000				
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	3 317 736	3 278 400	3 024 329	51 260	3 075 589	
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	1 376 542	692 200	2 189 576		2 189 576	
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 849 943		(3 147)		(3 147)	
Réserves financières et fonds réservés	17	517 810	1 120 000	1 395 047		1 395 047	
	18	7 062 031	5 090 600	6 605 805	51 260	6 657 065	
	19	2 247 925	(4 454 000)	(8 833 782)		(8 833 782)	
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	3 664 433		(7 007 337)		(7 007 337)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

		Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 087 334	4 406 260	(137 130)	196 611	59 481		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(14 732 244)	(37 272 000)	(14 622 300)	(51 260)	(14 673 560)		
Produit de cession	3	14 400			4 785	4 785		
Amortissement	4	8 700 176	8 691 000	9 091 597	78 882	9 170 479		
(Gain) perte sur cession	5	58 665		81 833	846	82 679		
Réduction de valeur / Reclassement	6			345 598		345 598		
	7	(5 959 003)	(28 581 000)	(5 103 272)	33 253	(5 070 019)		
Variation des propriétés destinées à la revente	8			212 810		212 810		
Variation des stocks de fournitures	9	89 433		(338 936)	(1 513)	(340 449)		
Variation des autres actifs non financiers	10	(2 465)		(48 896)	(15 952)	(64 848)		
	11	86 968		(175 022)	(17 465)	(192 487)		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	1 215 299	(24 174 740)	(5 415 424)	212 399	(5 203 025)		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(39 147 002)		(37 931 703)	816 467	(37 115 236)		
Redressement aux exercices antérieurs	14			(62 906)	2 437	(60 469)		
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(39 147 002)		(37 994 609)	818 904	(37 175 705)		
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(37 931 703)		(43 410 033)	1 031 303	(42 378 730)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2012

		<u>2011</u>		<u>2012</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	13 331 555	22 594 247	1 374 460	23 968 707
Placements temporaires	2			263 269	263 269
Débiteurs (note 5)	3	20 908 291	16 402 078	345 905	16 687 212
Prêts (note 6)	4	197 847	197 847		197 847
Placements à long terme (note 7)	5	512 632	591 196		591 196
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	34 950 325	39 785 368	1 983 634	41 708 231
PASSIFS					
Découvert bancaire	10			1 104	1 104
Emprunts temporaires	11	1 282 000	11 489 000		11 489 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	8 125 879	13 395 453	452 322	13 787 004
Revenus reportés (note 11)	13	224 905	332 285	498 905	831 190
Dette à long terme (note 12)	14	62 264 644	56 521 263		56 521 263
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	984 600	1 457 400		1 457 400
	16	72 882 028	83 195 401	952 331	84 086 961
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(37 931 703)	(43 410 033)	1 031 303	(42 378 730)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 13)	18	187 686 544	192 789 816	227 957	193 017 773
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	913 229	700 419		700 419
Stocks de fournitures	20	1 372 337	1 711 273	4 537	1 715 810
Autres actifs non financiers (note 15)	21	461 060	509 956	56 399	566 355
	22	190 433 170	195 711 464	288 893	196 000 357
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	10 409 653	6 641 893	853 970	7 495 863
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	7 375 283	13 257 851	238 269	13 496 120
Montant à pourvoir dans le futur	25	(90 000)	()	()	()
Financement des investissements en cours	26	1 474 163	(5 533 174)		(5 533 174)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	133 332 368	137 934 861	227 957	138 162 818
	28	152 501 467	152 301 431	1 320 196	153 621 627

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Réalizations 2011		Réalizations 2012		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 087 334	(137 130)	196 611	59 481
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	8 700 176	9 091 597	78 882	9 170 479
Autres					
- Gain / Perte sur disposition	3	58 665	81 833	846	82 679
- Redressement (note 18)	4	(1)	(62 906)	2 437	(60 469)
	5	15 846 174	8 973 394	278 776	9 252 170
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(4 074 273)	4 506 213	(97 298)	4 408 915
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(691 782)	5 269 574	134 018	5 403 592
Revenus reportés	9	(41 076)	107 380	217 926	325 306
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	138 900	472 800		472 800
Propriétés destinées à la revente	11		212 810		212 810
Stocks de fournitures	12	89 433	(338 936)	(1 513)	(340 449)
Autres actifs non financiers	13	(2 465)	(48 896)	(15 952)	(64 848)
	14	11 264 911	19 154 339	515 957	19 670 296
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	14 732 244 ) (	14 622 300 ) (	51 260 ) (	14 673 560)
Produit de cession	16	14 400		4 785	4 785
	17	(14 717 844)	(14 622 300)	(46 475)	(14 668 775)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	239 282 ) (	119 641 ) (	) (	119 641)
Remboursement ou cession	19	58 514	41 077		41 077
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22	(180 768)	(78 564)		(78 564)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	12 782 000			
Remboursement de la dette à long terme	24 (	5 602 411 ) (	5 743 381 ) (	) (	5 743 381)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(3 623 000)	10 207 000		10 207 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26				
Autres					
-	27				
-	28				
	29	3 556 589	4 463 619		4 463 619
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(77 112)	8 917 094	469 482	9 386 576
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	13 400 271	13 331 555	1 167 143	14 498 698
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice²	32	13 323 159	22 248 649	1 636 625	23 885 274

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		<u>Réalisations 2011</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Réalisations 2012</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	13 362 538	14 872 000	13 869 334	1 710 233	15 579 567
Charges sociales	2	3 261 068	3 908 820	3 544 261	206 789	3 751 050
Biens et services	3	22 025 920	21 674 005	22 573 374	2 370 962	24 695 569
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	1 978 191	2 189 721	2 047 931		2 047 931
D'autres organismes municipaux	5	6 735	4 857	4 929		4 929
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	272 502	266 112	221 708		221 708
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	262 141	408 250	362 982	30 484	390 020
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	654 195	697 420	677 540		677 540
Autres	10					
Autres organismes	11	3 030 164	3 041 555	3 597 237	279 499	1 476 304
Amortissement des immobilisations	12	8 700 176	8 691 000	9 091 597	78 882	9 170 479
Autres						
- Mauvaises créances - Franchise	13	184 459	30 000	(20 324)		(20 324)
- Relocal. - HSF & De Grasse	14	186 969		9 224 224		9 224 224
- Coût des propriétés vendues	15			481 282		481 282
	16	53 925 058	55 783 740	65 676 075	4 676 849	67 700 279

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Budget 2012	Réalizations	
		2012	2011
Revenus			
Taxes	1	46 165 644	46 445 977
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 615 447	2 538 449
Quotes-parts	3		
Transferts	4	5 811 162	5 398 808
Services rendus	5	4 391 990	3 994 637
Imposition de droits	6	4 160 687	1 364 116
Amendes et pénalités	7	459 869	468 808
Intérêts	8	662 843	540 094
Autres revenus	9	3 492 118	2 379 300
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	67 759 760	63 130 189
Charges			
Administration générale	12	6 744 719	7 275 355
Sécurité publique	13	6 983 118	6 822 934
Transport	14	12 053 622	11 793 930
Hygiène du milieu	15	14 332 359	13 138 846
Santé et bien-être	16	274 261	308 256
Aménagement, urbanisme et développement	17	13 092 357	3 287 166
Loisirs et culture	18	11 555 255	11 136 038
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	2 664 588	2 544 408
	21	67 700 279	56 306 933
Excédent (déficit) de l'exercice	22	59 481	6 823 256
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		153 622 615
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24	(60 469)	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		153 562 146
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		153 621 627

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Réalizations	
		2012	2011
Excédent (déficit) de l'exercice	1	59 481	6 823 256
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(14 673 560)	(14 765 955)
Produit de cession	3	4 785	14 400
Amortissement	4	9 170 479	8 774 655
(Gain) perte sur cession	5	82 679	58 665
Réduction de valeur / Reclassement	6	345 598	
	7	(5 070 019)	(5 918 235)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	212 810	
Variation des stocks de fournitures	9	(340 449)	89 312
Variation des autres actifs non financiers	10	(64 848)	(21 185)
	11	(192 487)	68 127
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(5 203 025)	973 148
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(37 115 236)	(38 088 384)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14	(60 469)	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(37 175 705)	(38 088 384)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(42 378 730)	(37 115 236)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	23 968 707	14 286 478
Placements temporaires	2	263 269	236 240
Débiteurs (note 5)	3	16 687 212	21 148 049
Prêts (note 6)	4	197 847	197 847
Placements à long terme (note 7)	5	591 196	512 632
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	41 708 231	36 381 246
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	1 104	24 020
Emprunts temporaires	11	11 489 000	1 282 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	13 787 004	8 435 334
Revenus reportés (note 11)	13	831 190	505 884
Dette à long terme (note 12)	14	56 521 263	62 264 644
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	1 457 400	984 600
	16	84 086 961	73 496 482
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(42 378 730)	(37 115 236)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	193 017 773	187 947 754
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	700 419	913 229
Stocks de fournitures	20	1 715 810	1 375 361
Autres actifs non financiers (note 15)	21	566 355	501 507
	22	196 000 357	190 737 851
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	153 621 627	153 622 615
Obligations contractuelles (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012		2011
Activités de fonctionnement				
Excédent (déficit) de l'exercice	1	59 481		6 823 256
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	2	9 170 479		8 774 655
Autres				
- Gain / Perte sur disposition	3	82 679		58 665
- Redressement (note 18)	4	(60 469)		(1)
	5	9 252 170		15 656 575
Variation nette des éléments hors caisse				
Débiteurs	6	4 408 915		(4 160 936)
Autres actifs financiers	7			
Créditeurs et charges à payer	8	5 403 592		(668 140)
Revenus reportés	9	325 306		166 467
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	472 800		138 900
Propriétés destinées à la revente	11	212 810		
Stocks de fournitures	12	(340 449)		89 312
Autres actifs non financiers	13	(64 848)		(21 185)
	14	19 670 296		11 200 993
Activités d'investissement en immobilisations				
Acquisition	15	(14 673 560 )	(	14 765 955)
Produit de cession	16	4 785		14 400
	17	(14 668 775)		(14 751 555)
Activités de placement				
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	18	(119 641 )	(	239 282)
Remboursement ou cession	19	41 077		66 910
Variation nette des placements temporaires	20			
Variation nette des autres placements à long terme	21			
	22	(78 564)		(172 372)
Activités de financement				
Émission de dettes à long terme	23			12 782 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(5 743 381 )	(	5 602 411)
Variation nette des emprunts temporaires	25	10 207 000		(3 623 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26			
Autres				
-	27			
-	28			
	29	4 463 619		3 556 589
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	9 386 576		(166 345)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	14 498 698		14 665 043
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹	32	23 885 274		14 498 698

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sept-Îles est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c.C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers *consolidés* sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé *consolidé* à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme *consolidé* présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés de la Ville de Sept-Îles présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses propres à la municipalité. Ils incluent également les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses consolidés, ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Le périmètre comptable de la municipalité comprend les organismes périmunicipaux suivants :

- La Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. ;
- La Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc. ;
- La Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc. ;
- Développement Économique Sept-Îles inc. ;
- La Corporation Touristique de Sept-Îles inc. ;
- La Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc. ;
- Le Vieux-Quai en fête de Sept-Îles inc. ;
- Le Jardin Communautaire du Ruisseau Bois-Joli.

Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. et subventionne celle-ci selon les barèmes du ministère des Transports. En 2012, la Ville a versé une contribution de 232 000 \$ incluant une contribution de 137 000 \$ en référence avec le service d'un transport collectif - Taxibus.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. En 2012, elle a obtenu son statut d'organisme de charité. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer les opérations de transport sur son territoire. Depuis janvier 2011, elle offre un service de transport par autobus «Interbus» reliant les villes de Sept-Îles et de Port-Cartier.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Au 31 décembre 2012, les états financiers de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	802 850 \$
* Passifs	95 692 \$
* Actifs nets	707 158 \$
* Revenus	1 080 948 \$
* Dépenses	966 681 \$
* Surplus 2012	114 267 \$

Corporation Touristique de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation Touristique de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2012, la Ville a versé une contribution de 523 000 \$.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer et promouvoir le développement de l'activité touristique dans la région de Sept-Îles.

Au 31 décembre 2012, les états financiers de la Corporation Touristique de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	199 057 \$
* Passifs	173 054 \$
* Actifs nets	26 003 \$
* Revenus	611 664 \$
* Dépenses	588 533 \$
* Surplus 2012	23 131 \$

Développement Économique Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de Développement Économique Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2012, la Ville a versé une contribution de 834 500 \$.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour voir à l'expansion industrielle, commerciale et économique de la région de Sept-Îles.

Au 31 décembre 2012, les états financiers de Développement Économique Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	326 980 \$
* Passifs	80 425 \$
* Actifs nets	246 555 \$
* Revenus	896 544 \$
* Dépenses	833 230 \$
* Surplus 2012	63 314 \$

Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2012, la Ville a versé une contribution de fonctionnement de 250 000 \$ de même qu'un montant de 61 061 \$ pour la collecte des déchets domestiques dangereux.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer et promouvoir la protection de l'environnement dans la communauté.

Au 31 décembre 2012, les états financiers de la Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	142 200 \$
* Passifs	94 313 \$
* Actifs nets	47 887 \$
* Revenus	484 623 \$
* Dépenses	514 881 \$
* Déficit 2012	(30 258 \$)

Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc. En 2012, la Ville a versé des honoraires de gestion de 167 000 \$ en conformité avec la convention de gestion. Elle a également perçu des loyers pour un montant total de 60 550 \$.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer et promouvoir les activités de la Salle de spectacle.

Au 30 juin 2012, les états financiers de la Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	732 963 \$
* Passifs	490 155 \$
* Actifs nets	242 808 \$
* Revenus	1 138 675 \$
* Dépenses	1 112 520 \$
* Surplus 2012	26 155 \$

Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc. et subventionne cette dernière. En 2012, la Ville a versé une contribution de fonctionnement de 161 000 \$. Elle a également augmenté sa contribution annuelle d'un montant de 100 305 \$, soit l'équivalent des revenus de licences, de captures des animaux et d'euthanasies.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour le ramassage, la garde et la disposition des animaux errants.

Au 31 décembre 2012, les états financiers de la Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	113 822 \$
* Passifs	74 156 \$
* Actifs nets	39 666 \$
* Revenus	409 567 \$
* Dépenses	404 089 \$
* Surplus 2012	5 478 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Municipalité Régionale de Comté de Sept-Rivières (M.R.C.)

En plus de l'administration de la M.R.C., la Ville, conjointement avec les autres municipalités membres, doit assumer la planification et le suivi de l'aménagement du territoire, et soutenir financièrement le Centre local de développement agréé. De plus, en 2012, la municipalité versait une quote-part pour les équipements supralocaux, soit la station récréotouristique Gallix, de même qu'une quote-part pour le projet d'Écopatrouille visant la sensibilisation de la population à la gestion des matières résiduelles en plus de quelques honoraires en relation avec le dossier d'érosion des berges. La participation de la municipalité pour l'exercice 2012 totalise 677 540 \$, soit :

* Administration	267 434 \$
* Contribution au CLD	128 905 \$
* Archives	4 960 \$
* Équipements supralocaux	254 255 \$
* Projet Écopatrouille	14 523 \$
* Érosion des berges	7 463 \$

B) Comptabilité d'exercice

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice. Cette méthode consiste à reconnaître les revenus et les dépenses au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où les activités sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou de toute autre façon. De plus, les revenus et les dépenses sont comptabilisés sur une base brute.

C) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures et de matériaux sont évalués au coût selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût sauf pour les immobilisations reçues à titre gratuit qui, elles sont comptabilisées à la juste valeur marchande à la date de prise de possession. Les éléments d'actifs incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les présents états financiers.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Nature des immobilisations	Durée de vie utile
Infrastructures	15 et 40 ans
Aménagements des parcs publics	20 ans
Bâtiments	30 et 40 ans
Véhicules	5 et 10 ans
Machinerie lourde	20 ans
Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 ans
Équipement informatique et logiciels	5 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Aucun amortissement n'est comptabilisé sur les immobilisations en cours ni sur les projets terminés durant l'exercice.

D) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

E) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme l'indemnité de retraite, la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2012 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012****F) Montant à pourvoir dans le futur**

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants ;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés ;
 - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : la municipalité peut se prévaloir de l'allègement permis à l'intérieur des limites établies par le Ministère.
- Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement :
 - pour le passif constaté au 1er janvier 2007 et les excédents de la charge sur les sommes à verser en fiducie : Aucun montant à pourvoir dans le futur n'a été comptabilisé en relation avec cet élément.

G) Autres éléments**Présentation des états financiers consolidés**

Les états financiers consolidés sont dressés selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés des revenus et des dépenses au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Ville sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	4 455 882	3 295 247
Placements temporaires	2	238 269	236 240
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	569 451	5 588 294
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		4 430
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	11 341 223	11 404 694
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	476 140	584 705
Organismes municipaux	8	239 106	153 124
Autres			
- Administration municipale	9	3 776 158	3 173 044
- Organismes contrôlés	10	285 134	239 758
	11	16 687 212	21 148 049
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	5 048 552	6 176 462
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14	101 744	110 298
	15	5 150 296	6 286 760
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	296 452	365 675
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	197 847	197 847
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	197 847	197 847
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	591 196	512 632
Autres placements	23		
	24	591 196	512 632
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	2 704 800	3 154 400
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(4 162 200)	(4 139 000)
	27	<u>(1 457 400)</u>	<u>(984 600)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	1 823 100	1 468 800
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	354 600	331 500
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	60 927	59 733
	33	<u>2 238 627</u>	<u>1 860 033</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	9 434 809	4 344 680
Salaires et avantages sociaux	38	2 408 799	2 242 834
Dépôts et retenues de garantie	39	730 957	609 843
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	195 484	226 171
Autres			
- Intérêts courus sur la DLT	42	625 404	702 351
- Organismes contrôlés	43	391 551	309 455
-	44		
-	45		
-	46		
	47	<u>13 787 004</u>	<u>8 435 334</u>

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	217 133	94 666
Transferts	49	57 584	66 707
Autres			
- Administration municipale	50	57 568	63 532
- Organismes contrôlés	51	498 905	280 979
	52	<u>831 190</u>	<u>505 884</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	2012					2011	
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	5,15	2013	2031	53	56 521 263	62 264 644
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
Autres dettes à long terme					56		
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	56 521 263	62 264 644
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	()	()
					63	56 521 263	62 264 644

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2012		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2013	64	72	5 844 207	80	89	97	5 844 207
2014	65	73	5 102 746	81	90	98	5 102 746
2015	66	74	4 758 468	82	91	99	4 758 468
2016	67	75	4 926 977	83	92	100	4 926 977
2017	68	76	4 756 000	84	93	101	4 756 000
2018 et +	69	77	31 132 865	85	94	102	31 132 865
	70	78	56 521 263	86	95	103	56 521 263
Intérêts et frais accessoires				87	()	104	()
	71	79	56 521 263	88	96	105	56 521 263

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>		
COÛT							
Infrastructures							
Eau potable	106	55 436 357	134	1 507 343	161	188	56 943 700
Eaux usées	107	55 761 587	135	2 443 409	162	(1) 189	58 204 997
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	108	116 301 478	136	9 964 544	163	190	126 266 022
Autres	109	35 492 713	137	2 438 207	164	448 521 191	37 482 399
Réseau d'électricité	110		138		165	192	
Bâtiments	111	44 356 763	139	975 541	166	(311 968) 193	45 644 272
Améliorations locatives	112		140		167	(86 878) 194	86 878
Véhicules	113	7 308 614	141	826 314	168	779 079 195	7 355 849
Ameublement et équipement de bureau	114	3 152 422	142	101 381	169	196	3 253 803
Machinerie, outillage et équipement divers	115	6 020 120	143	178 819	170	(626 848) 197	6 825 787
Terrains	116	3 095 470	144	86 010	171	198	3 181 480
Autres	117	783 668	145	51 260	172	(10 563) 199	845 491
	118	<u>327 709 192</u>	146	<u>18 572 828</u>	173	<u>191 342</u> 200	<u>346 090 678</u>
Immobilisations en cours	119	<u>11 602 378</u>	147	<u>(3 899 268)</u>	174	<u>389 262</u> 201	<u>7 313 848</u>
	120	<u>339 311 570</u>	148	<u>14 673 560</u>	175	<u>580 604</u> 202	<u>353 404 526</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ							
Infrastructures							
Eau potable	121	27 186 155	149	1 339 858	176	203	28 526 013
Eaux usées	122	22 021 717	150	1 312 764	177	204	23 334 481
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	123	59 259 903	151	3 037 121	178	205	62 297 024
Autres	124	15 387 704	152	1 347 076	179	206	16 734 780
Réseau d'électricité	125		153		180	207	
Bâtiments	126	19 286 169	154	1 094 289	181	2 485 208	20 377 973
Améliorations locatives	127		155	5 792	182	209	5 792
Véhicules	128	2 268 928	156	361 756	183	140 861 210	2 489 823
Ameublement et équipement de bureau	129	2 106 288	157	267 379	184	2 211	2 373 665
Machinerie, outillage et équipement divers	130	3 324 494	158	325 562	185	20 388 212	3 629 668
Autres	131	522 458	159	78 882	186	(16 194) 213	617 534
	132	<u>151 363 816</u>	160	<u>9 170 479</u>	187	<u>147 542</u> 214	<u>160 386 753</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	<u>187 947 754</u>				215	<u>193 017 773</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations							
Coût	216		219		221	223	
Amortissement cumulé	217	(_____)	220	(_____)	222	(_____)	224 (_____)
Valeur comptable nette	218	<u>_____</u>				225	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	226	341 953	270 941
Immeubles industriels municipaux	227	358 466	642 288
Autres	228		
	229	700 419	913 229
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	230		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	231	700 419	913 229

Note**15. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	232	102 535	124 750
Frais reportés			
- Éval., taxes secteur, frais fin	233	407 421	336 310
- Organismes contrôlés	234	56 399	40 447
	235	566 355	501 507

Note**16. Obligations contractuelles**

1) La Ville de Sept-Îles s'est engagée envers l'Office Municipal d'Habitation de Sept-Îles à combler 10 % du déficit de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec.

2) La Ville est également responsable financièrement du déficit d'opération de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. qui fut mandatée par la Ville pour assurer un service complet de transport adapté pour les personnes en perte d'autonomie ou ayant un handicap. Également, depuis juillet 2005, l'organisme assure un service de transport collectif sous la dénomination «Taxibus».

3) La Ville de Sept-Îles a signé différents contrats qui viennent à échéance jusqu'en 2017. Les versements futurs s'élèvent à environ 12 298 210 \$ et comprennent les contrats suivants :

a) Cueillette, transport et disposition des matières résiduelles et recyclables (résidentiel et commercial)

La municipalité s'est engagée par contrat sur une durée de sept (7) ans, qui se terminera, le 31 décembre 2014, en relation avec la cueillette de ses matières résiduelles et recyclables sur son territoire. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 7 881 043 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2012 est de 2 390 379\$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en décembre 2014 sont les suivants :

2013	1 180 449 \$
2014	1 209 930 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

b) Services professionnels en évaluation foncière

La municipalité s'est engagée par contrat sur une durée de soixante-douze (72) mois, soit du 1er novembre 2008 au 31 octobre 2014 pour les services d'évaluation foncière. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 3 174 920 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2012 est de 898 513 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en octobre 2014 sont les suivants :

2013	475 021 \$
2014	423 492 \$

c) Opération du lieu d'enfouissement sanitaire

La municipalité s'est engagée par contrat sur une durée de cinq (5) ans, soit du 1er novembre 2010 au 31 octobre 2015, pour l'entretien de son lieu d'enfouissement sanitaire incluant l'enfouissement, le broyage et le tri. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 5 780 943 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2012 est de 3 133 408 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en octobre 2015 sont les suivants :

2013	1 105 909 \$
2014	1 105 909 \$
2015	921 590 \$

d) Entretien du dépôt à neige

La municipalité s'est engagée par contrat sur une durée de cinq (5) ans, soit du 1er novembre 2010 au 1er mai 2015 pour l'entretien du dépôt à neige. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 330 090 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2012 est de 179 305 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en mai 2015 sont les suivants :

2013	70 475 \$
2014	72 025 \$
2015	36 805 \$

e) Entretien des chemins en hiver

La municipalité s'est engagée par contrats relativement à l'entretien des chemins en hiver. Le montant à payer, suivant ces contrats, se chiffre à 3 418 428\$. Le solde des engagements au 31 décembre 2012 est de 2 783 321 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2017 sont les suivants :

2013	856 545 \$
2014	821 853 \$
2015	674 599 \$
2016	307 621 \$
2017	122 703 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012****f) Entretien des bâtiments municipaux**

La municipalité s'est engagée par contrats pour l'entretien ménager de ses différents bâtiments de même que pour l'entretien de ses systèmes de climatisation et de réfrigération. Le montant à payer, suivant ces contrats, se chiffre à environ 1 904 952\$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2012 est de 1 214 472 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2016 sont les suivants :

2013	488 867 \$
2014	468 298 \$
2015	166 486 \$
2016	90 821 \$

g) Traitement des matières récupérées

La municipalité s'est engagée par contrat sur une durée de trois (3) ans, soit du 1er septembre 2010 au 31 août 2013 pour le traitement des matières récupérées. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 1 024 427 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2012 est de 217 750 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2013 sont les suivants :

2013	217 750 \$
------	------------

h) Assurances collectives

La municipalité s'est engagée par contrat sur une durée de deux (2) ans, soit du 1er juillet 2011 au 30 juin 2013 pour le régime d'assurance collective, soit l'assurance-vie, l'assurance-salaire de longue durée et l'assurance maladie. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 1 431 130 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2012 est de 369 620 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2013 sont les suivants :

2013	369 620 \$
------	------------

i) Autres contrats

La municipalité s'est également engagée à verser des montants au-delà de l'exercice financier 2012, et ce, en relation avec divers contrats, tels l'entretien des stations de pompage d'égouts, le transport des conteneurs des secteurs au LET, l'entretien des photocopieurs numériques, le soutien du logiciel de gestion du territoire, les lignes téléphoniques - Centrex et affaires, la téléphonie IP, la nomination d'un procureur, la nomination des vérificateurs externes et autres engagements. Le montant à payer, suivant ces contrats, se chiffre à environ 1 982 656 \$. Le solde de ces engagements au 31 décembre 2012 est de 1 111 442 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2017 sont les suivants :

2013	531 995 \$
2014	356 738 \$
2015	189 640 \$
2016	31 154 \$
2017	1 915 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

4) La Ville de Sept-Îles a signé, le 28 octobre 2004, une convention de fiducie pour la constitution d'un fonds de gestion post-fermeture de son lieu d'enfouissement sanitaire. En vertu de cette convention issue du décret no. 1173-2002, à partir du 2 octobre 2002, concernant la délivrance d'un certificat d'autorisation pour l'agrandissement du site d'enfouissement, la Ville s'engage à verser au patrimoine fiduciaire, un minimum de 2,01 \$ pour chaque mètre cube de matières résiduelles enfouies au lieu d'enfouissement sanitaire.

La durée prévue révisée en 2009 de cette fiducie est de 30 ans, soit jusqu'en 2038 ou avant dans le cas où la capacité maximale de l'aire d'enfouissement sanitaire autorisée serait atteinte, soit 1 253 500 mètres cubes.

Durant cette période d'exploitation, la Ville de Sept-Îles devra avoir versée au patrimoine fiduciaire des contributions dont la valeur totale devra être équivalente à la valeur que représente la somme de 3 369 800 \$ actualisée par indexation au 1er janvier de chacune des années, sur la base du taux de variation des indices des prix à la consommation pour le Canada, tels que compilés par Statistique Canada.

La contribution à verser au 31 décembre 2012, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2012 s'élève à 64 722 \$ et l'avoir de la fiducie au 31 décembre 2012 s'élève à 711 866 \$.

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

STATION RÉCRÉOTOURISTIQUE GALLIX :

Le 22 avril 2005, suivant une résolution du conseil municipal, la Ville de Sept-Îles signait pour un cautionnement d'un montant n'excédant pas 39 200 \$ sur un contrat d'ouverture de crédit d'un montant maximum de 50 000 \$. En date du 31 décembre 2012, le crédit était inutilisé.

MOCSI (Maison des Organismes Communautaires de Sept-Îles) :

Le 21 octobre 2009, suivant une résolution du conseil municipal, la Ville de Sept-Îles signait un contrat de cautionnement en relation avec l'ouverture d'un crédit d'un montant maximum de 25 000 \$. En date du 31 décembre 2012, le crédit était inutilisé.

SPCA (Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord) :

Le 9 janvier 2012, suivant une résolution du conseil municipal, la Ville de Sept-Îles acceptait de cautionner la SPCA pour un montant de 5 000 \$ relativement à l'émission d'une carte de crédit afin de faciliter les achats auprès de certains fournisseurs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

MDDEFP (Ministère du Développement Durable, Environnement, Faune et Parcs) :

À la demande du MDDEFP, la ville contractait auprès de nos assureurs, un cautionnement en référence à la « Loi sur la qualité de l'environnement - Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles » pour un montant de 300 000 \$, renouvelé pour une période de trois ans, échéant le 19 juillet 2015.

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

1) Instabilité des terrains - Secteur Haut-Ste-Famille

La municipalité est aux prises avec une problématique d'affaissement de sol de terrains résidentiels situés dans le secteur Sainte-Famille, touchant notamment les rues Roméo-Vachon, du Père-Conan, Joséphat-Méthot et Pierre-Migneault.

De façon plus particulière, ces problèmes d'affaissement de sol ont entraîné des problèmes structureux à de nombreuses résidences construites, sur des terrains vendus par la municipalité.

En raison desdits affaissements, la municipalité a dû, dans un premier temps, verser des indemnités totalisant la somme de 288 000 \$ pour dépenses encourues par des acheteurs de terrains sur la rue Pierre-Migneault, nouvellement construite.

Afin de circonscrire l'ampleur de la problématique, la municipalité a dû engager des honoraires professionnels afin d'obtenir différentes expertises, notamment en géotechnique, arpentage ou autres, totalisant la somme de 479 000 \$ au 31 décembre 2012.

De plus, trente (30) résidences ont dû être relocalisées sur des terrains substitués, aux frais de la municipalité, pour une dépense totale estimée à 9 371 000 \$, incluant les provisions nécessaires en lien avec lesdites relocalisations.

Les dépenses mentionnées précédemment ont été financées au 31 décembre de la façon suivante :

Une somme de 4 973 000 \$ par le biais d'un règlement d'emprunt et une somme additionnelle de 4 373 000 \$ à même les fonds généraux de la municipalité.

Par ailleurs, la municipalité maintient une surveillance des effets possibles de ces mêmes affaissements de sol sur quelques soixante (60) résidences additionnelles, par le biais notamment d'un monitoring d'arpentage.

Il appert que la municipalité devra vraisemblablement procéder au pieutage d'un édifice multilogements de six (6) unités au cours de l'année 2013, et d'autres dépenses pourraient éventuellement être engagées pour d'autres résidences, les sommes qui pourraient être rendues nécessaires en lien avec la réalisation de tels travaux correctifs, le cas échéant, seront comptabilisées à une date ultérieure au dépôt des présents états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

En terminant, la municipalité a intenté un recours en responsabilité civile en lien avec ces mêmes événements à l'encontre du Groupe Qualitas inc., lui réclamant une somme dépassant les 13 millions de dollars, afin de se faire indemniser pour les dommages causés à la municipalité, notamment pour frais de relocalisation des résidences touchées, indemnités versées aux résidents touchés et perte d'infrastructures municipales, laquelle somme à parfaire lorsque la totalité des dommages subis par la municipalité sera connue.

d) Autres

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

18. Redressement aux exercices antérieurs

Administration municipale :

La municipalité verse annuellement dans une fiducie, et ce, depuis 2005, la garantie financière requise conformément au décret gouvernemental qui a initié la constitution de son lieu d'enfouissement technique. Avant 2012, les fonds accumulés dans cette fiducie n'étaient pas inscrits dans les résultats de la municipalité mais seulement à titre de note complémentaire au rapport financier. En date du 31 décembre 2012, le montant accumulé dans la fiducie a été inclus dans le rapport financier de la Ville de Sept-Îles à titre d'encaisse affecté totalisant 711 866 \$ et la contrepartie portée à l'excédent accumulé à titre de réserve financière.

De plus, la municipalité a procédé à un redressement du solde de ses propriétés destinées à la revente en date du 1er janvier 2012, faisant ainsi passer le total des propriétés de 913 229 \$ à 138 457 \$, et ce, avant l'ajout des transactions survenues durant l'exercice 2012. Le redressement a réduit l'excédent accumulé de 774 772 \$.

Le redressement net affectant l'excédent accumulé totalise donc 62 906 \$.

Organismes contrôlés :

Corporation de transport adapté de Sept-Îles inc. :

Considérant le fait que l'organisme avait omis de comptabiliser une subvention à recevoir du ministère des Transports en date du 31 décembre 2011, les états financiers de l'exercice 2011 ont été retraités.

Le solde des subventions à recevoir au 31 décembre 2011 a été augmenté de 19 790 \$ et à titre de contrepartie, le poste « Contributions du gouvernement du Québec », à l'état des résultats fut augmenté du même montant. L'excédent des produits sur les charges a donc augmenté d'un montant de 19 790 \$, de même que le solde de l'excédent accumulé au début de l'exercice financier 2012.

Corporation Touristique de Sept-Îles inc. :

Considérant que les états financiers du 31 décembre 2011 de cet organisme contrôlé n'étaient pas disponibles au moment de la consolidation des résultats des organismes inclus dans le périmètre comptable de l'administration municipale, les états financiers « projet » du 7 mai 2012, furent utilisés. En date du 31 décembre 2012, un redressement a été nécessaire afin d'ajuster le déficit projeté de 2011 de 13 106 \$ à 30 459 \$, soit le déficit réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011, laissant ainsi un redressement du solde de l'excédent accumulé au début de l'exercice financier 2012 de 17 353 \$.

19. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal lors de la séance spéciale du 19 décembre 2011, est également présentée dans les informations sectorielles.

De plus, certains postes budgétaires ont fait l'objet de réaffectations suivant des résolutions du conseil municipal au cours de l'exercice 2012 mais ne sont pas réflétées dans les colonnes «budget».

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 7 495 863	11 033 351
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 13 496 120	7 611 523
Montant à pourvoir dans le futur	3 () ()	90 000)
Financement des investissements en cours	4 (5 533 174)	1 474 163
Investissement net dans les éléments à long terme	5 138 162 818	133 593 578
	6 153 621 627	153 622 615

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Activités de fonctionnement	7 2 000 000	
- Engagements	8 412 000	454 148
- Réclamation ass. non couverte	9 776 261	776 261
- Infrastructures & dév. domicil	10 853 610	853 610
- Complexe aquatique	11 3 000 000	
- Réfection de l'Hôtel de Ville	12 1 309 549	1 309 549
- Anciennes Villes - GA & MO	13 139 429	139 429
- Recouvrement cellules au LET	14 311 120	307 972
-	15	
	16 8 801 969	3 840 969
Excédent de fonctionnement affecté - Organisme contrôlés		
-	17	
-	18	
-	19	
	20	
Réserves financières		
- Post fermeture LET	21 711 866	
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
	26 711 866	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	27 887 790	1 338 295
Fonds parcs et terrains de jeux	28 40 487	20 665
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	29 806 352	554 758
Société québécoise d'assainissement des eaux	30 81 487	64 599
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	31	
Fonds d'amortissement	32	
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
- SHQ & Immeubles locatifs	34 1 383 316	1 297 498
- Fonds d'investissement PMVI	35 88 860	258 499
- Dével. Infrastructures mun.	36 455 724	
- Réserve pour autobus	37 238 269	236 240
	38 3 982 285	3 770 554
	39 13 496 120	7 611 523

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () (
Intérêts sur la dette à long terme	41 () (
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 (	) ( 90 000)
Régimes non capitalisés	43 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () (
Autres	45 () (
Régimes non capitalisés	46 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () (
Autres		
-	48 () (
-	49 () (
	50 (	) ( 90 000)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	51	4 319 592 4 545 685
Investissements à financer	52 (	) ( 9 852 766) (3 071 522)
	53	(5 533 174) 1 474 163
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	54	193 017 773 187 947 754
Propriétés destinées à la revente	55	700 419 913 229
Prêts	56	197 847 197 847
Placements à titre d'investissement	57	591 196 512 632
Participations dans des entreprises municipales	58	
	59	194 507 235 189 571 462
Éléments de passif		
Dette à long terme	60	56 521 263 62 264 644
Frais reportés liés à la dette à long terme	61	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	62 (	) ( 5 150 296) (6 286 760)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	63 () (
	64	51 370 967 55 977 884
Dette en cours de refinancement et autres éléments	65	4 973 450
	66	56 344 417 55 977 884
	67	138 162 818 133 593 578

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Sept-Îles, dont l'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée le 31 décembre 2009, est un régime de retraite contributif de type salaire final. La rente annuelle d'un participant est égale à 2 % de son salaire moyen sur 3 ans. Le régime prévoit également des prestations en cas de décès et de cessation d'emploi.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 3 154 400	3 292 300
Charge de l'exercice	5 (1 823 100)	(1 468 800)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 373 500	1 330 900
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>2 704 800</u>	<u>3 154 400</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 69 839 500	70 483 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>74 777 500</u>)	(<u>73 773 100</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (<u>4 938 000</u>)	(<u>3 289 600</u>)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>7 642 800</u>	<u>6 444 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 2 704 800	3 154 400
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>2 704 800</u>	<u>3 154 400</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 69 839 500	70 483 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>74 777 500</u>)	(<u>73 773 100</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>4 938 000</u>)	(<u>3 289 600</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 863 000	1 834 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 <u>1 863 000</u>	<u>1 834 500</u>
Cotisations salariales des employés	22 (683 400)	(704 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (<u>61 300</u>)	(<u>50 700</u>)
	24 1 118 300	1 079 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 506 700	330 200
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 625 000</u>	<u>1 410 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 4 513 100	4 437 300
Rendement espéré des actifs	34 (<u>4 315 000</u>)	(<u>4 378 500</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>198 100</u>	<u>58 800</u>
Charge de l'exercice	36 <u>1 823 100</u>	<u>1 468 800</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 2 598 100	1 916 300
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (4 315 000)	(4 378 500)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 6 913 100	(2 462 200)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 11 400	(9 300)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 5 360 300	4 895 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 69 942 300	67 341 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,25 %	6,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,25 %	6,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,25 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 0,00 %	0,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>1</u>	55 <u>2</u>	56 <u></u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2012	2011
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (4 139 000)	(4 138 000)
Charge de l'exercice	58 (354 600)	(331 500)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 331 400	330 500
Passif à la fin de l'exercice	60 (4 162 200)	(4 139 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (4 313 700)	(3 726 900)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 151 500	(412 100)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (4 162 200)	(4 139 000)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 236 900	219 100
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66 236 900	219 100
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	()
	68 236 900	219 100
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 (28 600)	(31 200)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 208 300	187 900
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 146 300	143 600
Charge de l'exercice	77 354 600	331 500
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 (535 000)	(2 600)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 3,15 %	4,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 3,25 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 0,00 %	0,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 9,00 %	10,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 5,00 %	5,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85 2020	2020
Autres hypothèses économiques		
-	86	
-	87	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2012	2011
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2012	2011
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2012	2011
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	10	10

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire, s'il y a lieu, aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le Régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2012	2011
Cotisations des élus au RREM 95	15 217	14 866
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	51 283	50 100
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	9 644	9 633
98	60 927	59 733

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2012

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	56 521 263
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	9 852 766
Activités de fonctionnement à financer	3	4 973 450
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
- Passif au titre des ASF	5	1 457 400
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	5 150 296
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
-	11	
-	12	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	13	67 654 583
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	14	
Endettement net à long terme	15	67 654 583
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	67 654 583
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	67 654 583
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2012	2012	2012	2011
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	32 786 090	33 988 834	34 933 771
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	3 928 190	4 034 466	3 625 095
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	2 427 050	2 490 109	2 947 156
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	39 141 330	40 513 409	41 506 022
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	2 172 480	2 223 039	2 099 969
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	3 000 600	3 150 943	2 551 347
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	120 000	175 082	171 179
Service de la dette	18	102 225	103 171	117 460
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	5 395 305	5 652 235	4 939 955
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	5 395 305	5 652 235	4 939 955
	26	44 536 635	46 165 644	46 445 977

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	161 610	161 586	161 038
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	15 710	15 709	14 010
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	173 198	173 198	173 136
	31	350 518	350 493	348 184
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	488 616	491 780	485 779
Cégeps et universités	33	213 328	217 298	180 503
Écoles primaires et secondaires	34	658 918	663 603	655 498
	35	1 360 862	1 372 681	1 321 780
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40			
	41	1 711 380	1 723 174	1 669 964
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	808 430	849 312	817 985
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	53 490	42 961	50 500
Taxes d'affaires	44			
	45	861 920	892 273	868 485
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	2 573 300	2 615 447	2 538 449

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	4 860	10 928	65 568
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			20 000
Autres	57		50 002	26 216
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	29 684	30 792	43 595
Enlèvement de la neige	59	41 420	42 501	55 288
Autres	60		334	466
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62		289 456	303 798
Transport scolaire	63			
Autres	64		334 442	266 555
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	7 237	7 237	8 227
Réseau de distribution de l'eau potable	69	20 304	21 863	18 402
Traitement des eaux usées	70		1 053	978
Réseaux d'égout	71	34 677	27 013	27 465
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	283 000	178 524	214 741
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	500 000	888 954	990 593
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78		13 428	8 071
Autres	79			20 000
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83		8 311	
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85	18 235		24 000
Autres	86		2 396	31 709
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	40 663	51 258	59 349
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	142 863	159 888	152 834
Autres	89	76 960	54 449	267 270
Réseau d'électricité	90			
	91	1 199 903	1 483 105	2 361 360
				2 605 125

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2012	2012	2012	2011
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			20 094
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	110 000		
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	3 000 000		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	120 000		162 580
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	120 000		162 580
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114	54 000		
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123		455 724	455 724
Promotion et développement économique	124		146 794	1 071 254
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128	1 050 000	1 177 823	1 177 823
Réseau d'électricité	129			
	130	4 454 000	1 780 341	1 416 508

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	1 340 600	1 430 609	1 430 609
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138	238 852	238 852	238 852
	139	1 579 452	1 669 461	1 669 461
TOTAL DES TRANSFERTS	140	7 233 355	4 932 907	5 811 162

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143	3 930	12 788	12 788
	144	3 930	12 788	12 788
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146	143 725	156 255	156 255
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	143 725	156 255	156 255
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150	12 926	12 928	12 928
Enlèvement de la neige	151	23 300	23 296	23 296
Autres	152	5 440	5 440	5 440
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155	41 666	41 664	41 664
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	99 120	99 120	99 120
Réseau de distribution de l'eau potable	157	18 880	18 880	18 880
Traitement des eaux usées	158	72 700	72 700	72 700
Réseaux d'égout	159	36 300	36 300	36 300
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160	1 029 800	1 181 874	1 181 874
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	1 256 800	1 408 874	1 408 874
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	1 446 121	1 619 581	1 619 581
				1 549 219

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2012	2012	2012	2011
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	46 000	197 879	97 739
Sécurité publique	184	366 760	381 494	460 735
Transport				
Réseau routier	185	194 120	252 929	172 975
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186			
Transport adapté	187		55 890	38 672
Transport scolaire	188			
Autres	189		152 386	173 556
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	50 000	151 954	253 600
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193	12 300	28 674	136 221
Loisirs et culture	194	393 149	481 237	1 111 920
Réseau d'électricité	195			
	196	1 062 329	1 494 167	2 445 418
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	2 508 450	3 113 748	3 994 637
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	162 000	198 203	153 921
Droits de mutation immobilière	199	700 000	3 727 699	998 651
Droits sur les carrières et sablières	200	150 000	234 785	211 544
Autres	201			
	202	1 012 000	4 160 687	1 364 116
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	390 000	459 869	468 808
INTÉRÊTS	204	457 760	646 679	540 094
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		(81 833)	(58 665)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206	1 000 000	2 982 534	1 572 839
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208		62 456	15 591
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211	478 500	480 807	849 535
	212	1 478 500	3 443 964	2 379 300

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	964 170	969 955	24 876	994 831	994 831	974 640
Application de la loi	2	501 460	567 429	287	567 716	567 716	789 007
Gestion financière et administrative	3	3 252 890	3 174 913	234 452	3 409 365	3 409 365	3 148 675
Greffe	4	464 030	426 437	4 486	430 923	430 923	465 617
Évaluation	5	563 600	546 198		546 198	546 198	555 582
Gestion du personnel	6	648 200	669 295	5 454	674 749	674 749	561 374
Autres	7	415 000	120 807	130	120 937	120 937	780 460
	8	6 809 350	6 475 034	269 685	6 744 719	6 744 719	7 275 355
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	3 836 350	3 789 762	46 762	3 836 524	3 836 524	3 989 995
Sécurité incendie	10	2 385 880	2 385 789	243 280	2 629 069	2 629 069	2 363 471
Sécurité civile	11	50 000	17 526		17 526	17 526	6 374
Autres	12	299 710	348 368	9 777	358 145	499 999	463 094
	13	6 571 940	6 541 445	299 819	6 841 264	6 983 118	6 822 934
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 750 030	2 192 307	3 198 847	5 391 154	5 391 154	5 589 740
Enlèvement de la neige	15	3 895 880	4 324 926	231 434	4 556 360	4 556 360	4 016 280
Éclairage des rues	16	657 070	492 262	108 493	600 755	600 755	619 656
Circulation et stationnement	17	467 090	439 727	77 461	517 188	517 188	528 551
Transport collectif							
Transport en commun	18	232 000	232 000		232 000	368 800	382 368
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			22 423	22 423	619 365	657 335
	22	8 002 070	7 681 222	3 638 658	11 319 880	12 053 622	11 793 930

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 012 480	1 911 411	547 700	2 459 111	2 459 111	2 389 688
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 022 980	1 056 051	813 643	1 869 694	1 869 694	1 736 315
Traitement des eaux usées	25	533 770	678 392	411 774	1 090 166	1 090 166	955 251
Réseaux d'égout	26	1 291 640	1 330 735	953 259	2 283 994	2 283 994	2 059 051
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	2 074 795	1 652 869	16 934	1 669 803	1 669 803	1 451 758
Élimination	28	2 386 165	2 274 392	180 566	2 454 958	2 454 958	2 449 355
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	722 300	1 417 916	49 340	1 467 256	1 467 256	1 307 912
Tri et conditionnement	30	60 000	317 864		317 864	317 864	280 082
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32		17 283		17 283	17 283	
Matériaux secs	33						
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	264 120	396 426		396 426	549 387	373 806
Autres	39	120 000	152 843		152 843	152 843	135 628
	40	10 488 250	11 206 182	2 973 216	14 179 398	14 332 359	13 138 846
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	99 000	91 775		91 775	91 775	91 387
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	135 900	182 486		182 486	182 486	216 869
	44	234 900	274 261		274 261	274 261	308 256
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 036 640	1 119 140	62 460	1 181 600	1 181 600	1 023 249
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46			15 666	15 666	15 666	15 666
Autres biens	47	50 000	135 470	450	135 920	135 920	173 160
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	963 400	965 405	2 378	967 783	967 783	1 060 126
Tourisme	49	723 755	809 665	6 264	815 929	850 835	737 996
Autres	50						
Autres	51		9 940 553		9 940 553	9 940 553	276 969
	52	2 773 795	12 970 233	87 218	13 057 451	13 092 357	3 287 166

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	2 184 050	1 176 283	100 388	1 276 671	1 276 671	1 250 516
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 545 445	1 498 584	249 224	1 747 808	1 747 808	1 649 851
Piscines, plages et ports de plaisance	55	602 150	552 802	13 983	566 785	566 785	543 839
Parcs et terrains de jeux	56	2 466 090	2 346 367	945 129	3 291 496	3 291 321	3 143 731
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	207 170	194 419		194 419	194 419	195 642
Autres	59	387 200	427 518	22 551	450 069	450 069	421 800
	60	7 392 105	6 195 973	1 331 275	7 527 248	7 527 073	7 205 379
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	343 130	1 164 897	297 921	1 462 818	2 396 696	2 280 275
Bibliothèques	62	1 305 660	1 276 580	186 865	1 463 445	1 463 445	1 405 476
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	169 150	124 433	6 940	131 373	131 373	143 672
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	133 450	36 668		36 668	36 668	101 236
	66	1 951 390	2 602 578	491 726	3 094 304	4 028 182	3 930 659
	67	9 343 495	8 798 551	1 823 001	10 621 552	11 555 255	11 136 038
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	2 408 690	2 241 365		2 241 365	2 241 365	2 186 754
Autres frais	70	52 000	33 203		33 203	33 203	70 674
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	360 500	344 400		344 400	344 400	202 400
Autres	72	47 750	18 582		18 582	45 620	84 580
	73	2 868 940	2 637 550		2 637 550	2 664 588	2 544 408
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	8 691 000	9 091 597	(9 091 597)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Taux global de taxation réel	32
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2014	50
Formulaire électronique de transmission et d'attestation	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 de la Ville de Sept-Îles. Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.



(1)

(1) CPA Auditeur, CA permis de comptabilité publique no A105898

DATE 2013-05-27

Dernière modification : 2013-05-27 10:06:16

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>46 252 543</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	86 899
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>86 899</u>
Revenus de taxes	11	<u>46 165 644</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	46 165 644
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>46 165 644</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	549 614		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	17 567 076		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	175 082		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>18 291 772</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>27 873 872</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2012 ²	1	<u>2 093 393 400</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2012 ²	2	<u>2 116 447 600</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>2 104 920 500</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>27 873 872</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>2 104 920 500</u>
Taux global de taxation réel de 2012	6	| 1 | , | 3 | 2 | 4 | 2 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2012 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2012 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011	
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1	7 467 000	1 371 902	1 371 902	1 445 144
Usines de traitement de l'eau potable	2	4 575 000	335 286	335 286	13 104
Usines et bassins d'épuration	3	110 000	17 134	17 134	
Conduites d'égout	4	4 347 000	2 542 693	2 542 693	1 434 304
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	6 184 000	179 064	179 064	638 189
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	7 917 000	5 320 084	5 320 084	5 094 642
Ponts, tunnels et viaducs	7				
Systèmes d'éclairage des rues	8		323 675	323 675	142 454
Aires de stationnement	9				
Parcs et terrains de jeux	10	575 000	170 088	170 088	1 562 490
Autres infrastructures	11	156 000	208 749	208 749	2 034 734
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13	910 000	453 902	453 902	371 847
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 556 000	1 916 603	1 916 603	294 748
Améliorations locatives	15				
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16				
Autres	17	1 650 000	1 015 808	1 015 808	1 477 707
Ameublement et équipement de bureau	18	250 000	241 673	282 385	68 897
Machinerie, outillage et équipement divers	19	450 000	163 222	163 222	146 791
Terrains	20		148 601	148 601	7 193
Autres	21	125 000	213 816	224 364	33 711
	22	37 272 000	14 622 300	14 673 560	14 765 955

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Infrastructures existantes					
Conduites d'eau potable	23		175 000	175 000	359 052
Usines de traitement de l'eau potable	24		335 286	335 286	13 104
Usines et bassins d'épuration	25		17 134	17 134	
Conduites d'égout	26		802 660	802 660	740 970
Infrastructures pour nouveau développement					
Conduites d'eau potable	27		1 196 902	1 196 902	1 086 092
Usines de traitement de l'eau potable	28				
Usines et bassins d'épuration	29				
Conduites d'égout	30		1 740 033	1 740 033	693 334
	31		4 267 015	4 267 015	2 892 552

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	62 264 644		5 743 381	56 521 263
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	62 264 644		5 743 381	56 521 263
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	8				
Réserves financières et fonds réservés	9	64 599	16 888		81 487
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	13 415 547		2 110 656	11 304 891
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	42 497 738		2 513 149	39 984 589
De la municipalité (Société de transport en commun)	12				
	13	55 977 884	16 888	4 623 805	51 370 967
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	6 176 462		1 127 910	5 048 552
Organismes municipaux	15				
Autres tiers	16	110 298		8 554	101 744
Autres	17				
	18	6 286 760		1 136 464	5 150 296
Prêts	19				
	20	6 286 760		1 136 464	5 150 296
	21	62 264 644	16 888	5 760 269	56 521 263
Dettes en cours de refinancement	22	()		()	
	23	62 264 644	16 888	5 760 269	56 521 263

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	307 500	279 857	287 767
Sécurité publique				
Police	4	1 200		
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	23 700		
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	14 120	14 523	14 941
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	128 900	128 905	129 167
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	222 000	254 255	222 320
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	697 420	677 540	654 195

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	26,75	36,00	2 660 624	726 614	3 387 238
Professionnels	2	7,71	36,00	533 726	159 113	692 839
Cols blancs	3	102,59	35,00	4 606 787	1 155 734	5 762 521
Cols bleus	4	87,98	40,00	5 028 750	1 323 916	6 352 666
Policiers	5					
Pompiers	6	14,95	40,00	766 968	106 809	873 777
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	239,98		13 596 855	3 472 186	17 069 041
Élus	9	10,00		367 254	98 556	465 810
	10	249,98		13 964 109	3 570 742	17 534 851

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Revenus de transfert		
		Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	11			
Réseau de distribution de l'eau potable	12			
Traitement des eaux usées	13			
Réseaux d'égout	14			

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	567 429	27	287	53	567 716	79	105		567 716	131
Évaluation	2	546 198	28		54	546 198	80	106		546 198	132
Autres	3	5 361 407	29	269 398	55	5 630 805	81	210 667	107	5 420 138	133
	4	6 475 034	30	269 685	56	6 744 719	82	210 667	108	6 534 052	134
Sécurité publique											
Police	5	3 789 762	31	46 762	57	3 836 524	83	307 259	109	3 529 265	135
Sécurité incendie	6	2 385 789	32	243 280	58	2 629 069	84	230 490	110	2 398 579	136
Sécurité civile	7	17 526	33		59	17 526	85		111	17 526	137
Autres	8	348 368	34	9 777	60	358 145	86		112	358 145	138
	9	6 541 445	35	299 819	61	6 841 264	87	537 749	113	6 303 515	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	2 192 307	36	3 198 847	62	5 391 154	88	83 560	114	5 307 594	140
Enlèvement de la neige	11	4 324 926	37	231 434	63	4 556 360	89	205 593	115	4 350 767	141
Autres	12	931 989	38	185 954	64	1 117 943	90	5 440	116	1 112 503	142
Transport collectif	13	232 000	39		65	232 000	91		117	232 000	143
Autres	14		40	22 423	66	22 423	92		118	22 423	144
	15	7 681 222	41	3 638 658	67	11 319 880	93	294 593	119	11 025 287	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 911 411	42	547 700	68	2 459 111	94	99 120	120	2 359 991	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	1 056 051	43	813 643	69	1 869 694	95	170 834	121	1 698 860	147
Traitement des eaux usées	18	678 392	44	411 774	70	1 090 166	96	72 700	122	1 017 466	148
Réseaux d'égout	19	1 330 735	45	953 259	71	2 283 994	97	36 300	123	2 247 694	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	3 927 261	46	197 500	72	4 124 761	98	1 181 874	124	2 942 887	150
Matières recyclables	21	1 753 063	47	49 340	73	1 802 403	99		125	1 802 403	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	396 426	50		76	396 426	102		128	396 426	154
Autres	25	152 843	51		77	152 843	103		129	152 843	155
	26	11 206 182	52	2 973 216	78	14 179 398	104	1 560 828	130	12 618 570	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	91 775	172		187	91 775	202		217	91 775	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	182 486	174		189	182 486	204		219	182 486	234	
	160	274 261	175		190	274 261	205		220	274 261	235	
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 119 140	176	62 460	191	1 181 600	206	12 000	221	1 169 600	236	8 860
Rénovation urbaine	162	135 470	177	16 116	192	151 586	207		222	151 586	237	6 887
Promotion et développement économique	163	1 775 070	178	8 642	193	1 783 712	208		223	1 783 712	238	121 186
Autres	164	9 940 553	179		194	9 940 553	209	16 674	224	9 923 879	239	80 756
	165	12 970 233	180	87 218	195	13 057 451	210	28 674	225	13 028 777	240	217 689
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	6 195 973	181	1 331 275	196	7 527 248	211	346 206	226	7 181 042	241	256 847
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	1 276 580	182	186 865	197	1 463 445	212	46 940	227	1 416 505	242	145 751
Autres	168	1 325 998	183	304 861	198	1 630 859	213	88 091	228	1 542 768	243	121 495
	169	8 798 551	184	1 823 001	199	10 621 552	214	481 237	229	10 140 315	244	524 093
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	53 946 928	186	9 091 597	201	63 038 525	216	3 113 748	231	59 924 777	246	2 637 550

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012****Non audité**

		2012	2011
Rémunération	1	94 775	134 026
Charges sociales	2	26 481	37 448
Biens et services	3	14 415 960	14 302 068
Frais de financement	4	85 084	258 702
Autres	5		
	6	14 622 300	14 732 244

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		2012	2011
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	10 409 653	6 396 890
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	10 409 653	6 396 890
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	6 068 392	6 670 763
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(2 233 000)	
Activités d'investissement	6	(2 189 576)	(1 376 542)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(4 957 852)	(281 458)
Réserves financières et fonds réservés	8	(455 724)	(1 000 000)
Montant à pourvoir dans le futur	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(3 767 760)	4 012 763
Solde à la fin de l'exercice	12	6 641 893	10 409 653
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	3 840 970	6 533 194
Redressement aux exercices antérieurs	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	3 840 970	6 533 194
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		(1 123 739)
Activités d'investissement	17	3 147	(1 849 943)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	4 957 852	281 458
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les éléments à long terme	20		
	21	4 960 999	(2 692 224)
Solde à la fin de l'exercice	22	8 801 969	3 840 970
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	3 534 313	2 005 034
Redressement aux exercices antérieurs	24	711 866	
Solde redressé au début de l'exercice	25	4 246 179	2 005 034
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	1 149 026	1 047 089
Activités d'investissement	27	(1 395 047)	(517 810)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	455 724	1 000 000
Financement des investissements en cours	29		
	30	209 703	1 529 279
Solde à la fin de l'exercice	31	4 455 882	3 534 313

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

		2012	2011
Montant à pouvoir dans le futur			
Solde au début de l'exercice	32	(90 000)	(239 424)
Redressement aux exercices antérieurs	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(90 000)	(239 424)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites			
d'enfouissement	39	()	()
Autres	40	()	()
	41	()	()
Diminution de l'exercice	42	90 000	149 424
	43	90 000	149 424
Solde à la fin de l'exercice	44	()	(90 000)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	45	1 474 163	(2 190 270)
Redressement aux exercices antérieurs	46		
Solde redressé au début de l'exercice	47	1 474 163	(2 190 270)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	48	(7 007 337)	3 664 433
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	49		
Excédent de fonctionnement affecté	50		
Réserves financières et fonds réservés	51		
	52		
	53	(7 007 337)	3 664 433
Solde à la fin de l'exercice	54	(5 533 174)	1 474 163
Investissement net dans les éléments à long terme			
Solde au début de l'exercice	55	133 332 368	132 908 709
Redressement aux exercices antérieurs	56	774 772	
Solde redressé au début de l'exercice	57	134 107 140	132 908 709
Variation de l'exercice	58	3 827 721	423 659
Solde à la fin de l'exercice	59	137 934 861	133 332 368

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>3 400 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>3 400 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>3 400 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	2012		2011
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Montant à pourvoir dans le futur	29		
Financement des investissements en cours	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 7 | 5 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 9 | 3 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 2 , □ 9 | 6 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 3 , □ 1 | 2 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ 0 , □ 1 | 9 | 0 | 0 □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	1 | 3 | 5 , 0 | 0	\$
Égout	2	| | | | , | | |	\$
Eau et égout	3	| | | | , | | |	\$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | |	\$
Matières résiduelles	5	1 | 3 | 5 , 0 | 0	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Service de la dette - Ancien Sept-Îles	,1200	1	Taxe de secteur
Service de la dette - Ancien Gallix	,0000	1	Taxe de secteur
Service de la dette - Ancien Moisie	,1100	1	Taxe de secteur
Taxe de secteur - Égout de Gallix	50,0000	4	/unité d'éval. déservie
Taxe de secteur - Égout de Moisie	30,0000	4	/unité d'éval. déservie
Taxe de secteur - Travaux Plage Ferguson	245,0000	4	/unité d'éval. déservie
Taxe de secteur - Puit eau potable - MO	220,0000	4	/unité d'éval. déservie
Conteneur - 2 verges cubes	600,0000	7	/ Verge cube
Conteneur - 4 verges cubes	1 200,0000	7	/ Verge cube
Conteneur - 6 verges cubes	1 800,0000	7	/ Verge cube
Commercial sans conteneur	,0025	1	/ 100 \$ d'évaluation
Dépôt site d'enfouissement - Intérieur	60,0000	7	/tonne métrique déposée
Dépôt site d'enfouissement - Extérieur	125,0000	7	/tonne métrique déposée
Eau au compteur - 16 mm	70,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 19 mm	70,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 25 mm	130,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 38 mm	230,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 50 mm	330,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 75 mm	650,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 100 mm	980,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 150 mm	1 980,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 200 mm	7 540,0000	7	Compensation minimale
Commercial sans compteur d'eau	135,0000	7	/unité d'éval. déservie
Eau au compteur - Compens. additionnelle	,2400	7	/litre excédent minimum
Eau - Chambre ou pension	45,0000	7	/ Chambre ou pension
Déchets - Chambre ou pension	50,0000	7	/ Chambre ou pension
Déchets - Emplac. camping	7,0000	7	/ Emplacement

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

Description	Taux	Code¹	Préciser
1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation		5 - du 1 000 litres	
2 - du mètre carré		6 - % de la valeur locative	
3 - du mètre linéaire		7 - autres (préciser)	
4 - tarif fixe (compensation)			

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2012	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2012 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2012 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	5 126 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 546, avenue De Quen
 (no) (rue)
Sept-Îles G4R 2R4
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 962-2525 2014
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 964-3257
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel manon.nobert@ville.sept-iles.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Serge Gagné, CPA, CA, OMA

Téléphone (418) 962-2525 2018
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 964-3257
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel serge.gagne@ville.sept-iles.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte s.e.n.c.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 421, avenue Arnaud, bureau # 200
 (no) (rue)
Sept-Îles G4R 3B3
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 962-2513
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 968-6422
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel jfbonneau@deloitte.ca

Responsable du dossier Jean-François Bonneau, CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)
 _____ (Municipalité) _____ (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2014

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2012

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

FORMULAIRE ÉLECTRONIQUE DE TRANSMISSION ET D'ATTESTATION

Je , Manon Nobert, CPA, CA, OMA , atteste que le rapport financier consolidé de Sept-Îles pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2012, déposé lors de la séance du conseil du 2013-05-27 , est transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Je certifie que les informations ainsi que le rapport de l'auditeur indépendant et mon rapport de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de	<u>59 481 \$</u>
Le taux global de taxation réel de 2012 à la page S34 ligne 6 est de	<u>1,3242 \$</u>

Date et heure de la dernière modification : 2013-05-27 10:06:16

Date de transmission au Ministère : 2013/05/28